

Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
44200 NANTES

Nantes, le 03/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST**

2 rue Gaspard Cariolis  
Zac de la Chantrerie  
44300 NANTES

Références : N1-2022-1130-Rap\_Insp

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2022 dans l'établissement CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST implanté Bréfauchet 44320 CHAUMES EN RETZ. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST
- Bréfauchet 44320 CHAUMES EN RETZ
- Code AIOT : 0006303275
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société CMGO exploite une carrière de roches massives (gneiss) autorisée par arrêté préfectoral du 21 octobre 2002 pour une durée de 30 ans. La production maximale autorisée est de 2 000 000 tonnes par an.

L'autorisation d'exploiter la carrière délivrée le 21 octobre 2002 à la société Lafarge a été transférée le 22 juin 2018 à la société CMGO.

La production pour l'année 2020 s'établit à 973 455 tonnes de GNEISS (produit et expédié) et 1 100 681 tonnes en prenant en compte les stériles.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale 2022 gestion des déchets d'extraction
- Suites de l'inspection du 29/07/2021

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                               | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 1  | Existence d'une installation de gestion                                 | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, Article 1 et annexe | /  | Sans objet        |
| 2  | Gestion et suivi des zones de stockage - Gestion et entretien           | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, Article 11.5        | /  | Sans objet        |
| 3  | Gestion et suivi des zones de stockage - Suivi des quantités            | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, Article 11.5        | /  | Sans objet        |
| 4  | Gestion et suivi des zones de stockage - Localisation                   | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, Article 11.5        | /  | Sans objet        |
| 5  | Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A       | Arrêté Ministériel du 22/09/2009, Article 11.5        | /  | Sans objet        |
| 7  | Plan de gestion des déchets - nature et quantités des déchets           | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, Article 16 bis      | /  | Sans objet        |
| 8  | Plan de gestion des déchets - lieu d'implantation                       | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, Article 16 bis      | /  | Sans objet        |
| 9  | Plan de gestion des déchets - traitement des déchets                    | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, Article 16 bis      | /  | Sans objet        |
| 10 | Plan de gestion des déchets - Impacts et mesures préventives            | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, Article 16 bis      | /  | Sans objet        |
| 11 | Plan de gestion des déchets - procédures de contrôle et de surveillance | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, Article 16 bis      | /  | Sans objet        |
| 12 | Plan de gestion des déchets - remise en état zone de stockage           | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, Article 16 bis      | /  | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle   | Référence réglementaire                        | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 13 | Limitation des émissions de poussières : suite inspection du 29/07/2021 | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1 | /  | Sans objet        |
| 14 | Contrôle des émissions sonores : suite inspection du 29/07/2021         | AP Complémentaire du 21/02/2020, article V     | /  | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle  | Référence réglementaire                          | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 6  | Existence d'un plan de gestion des déchets de moins de 5 ans       | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, Article 16 bis | /  | Sans objet        |
| 15 | Contrôle des eaux pluviales : suite inspection du 29/07/2021       | Arrêté Préfectoral du 21/10/2022, article 9.3    | /  | Sans objet        |
| 16 | Bilan des retombées de poussières : suite inspection du 29/07/2021 | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9   | /  | Sans objet        |
| 17 | Tableau des ESP : suite inspection du 29/07/2021                   | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III  | /  | Sans objet        |
| 18 | Inspection périodique des ESP : suite inspection du 29/07/2021     | Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-III | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur deux points principaux :

- Action nationale sur la gestion des déchets de l'extraction

A ce titre, les constats ont mis en évidence plusieurs non conformités non majeures et qualifiées de faits susceptibles de suite et surtout liées à l'absence de caractérisation en tant qu'installations de déchets de stocks de sables non commercialisés.


- Suites de l'inspection de 2021.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Existence d'une installation de gestion**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 1 et annexe   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence installation de gestion de déchets  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> L'arrêté ministériel du 22/09/1994 « fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.<br/> »<br/> « On entend par zone de stockage :<br/> - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins.<br/> Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.<br/> On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).<br/> Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I » de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 encadrant les carrières.</p> |
| <p><b>Constats :</b> Le plan de gestion des déchets de l'extraction (PGD) mentionne l'existence de plusieurs installations de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Terre végétale (merlons périphériques et verses) - stockage achevé</li> <li>- Stériles de découverte (verses) -stockage en cours</li> <li>- Boues de décantation des eaux d'exhaure et de lavage ( bassins)</li> </ul> <p>Constat de l'inspection des installations classées :</p> <p>L'exploitant doit modifier le PGD :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- En retirant le bassin remblayé par de la découverte (page 16 du PGD) et la fosse remblayée (page 17 du PGD) : les zones remblayées ne constituent plus des zones de stockage de déchets.</li> <li>- En ajoutant les stocks de sables non commercialisés et stockés sur une durée de plus de trois ans.</li> </ul>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 2 : Gestion et suivi des zones de stockage - Gestion et entretien

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 11.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.  |
| <b>Constats :</b> Les informations relatives à la stabilité sont indiquées pour chacune des zones dans le PGD (pages 12 à 19 et page 33 (annexe 5).<br><br>Constat de l'inspection des installations classées :<br><br>L'exploitant doit préciser dans le PGD les contrôles (nature du contrôle, fréquence...) qu'il effectue.<br><br>Un contrôle renforcé est particulièrement important pour la verse sud. |
|    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 3 : Gestion et suivi des zones de stockage - Suivi des quantités

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 11.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.   |
| <b>Constats :</b> L'exploitant doit compléter le PGD sur les points suivants :<br><br>- Ajout du code déchets pour les stocks de terre végétale<br>- Ajout de modalités de suivi des quantités, type registre de suivi (l'exploitant indique disposer d'un fichier des stocks qui pourrait répondre à cette demande).<br><br>Ces demandes de compléments doivent également être mises en œuvre pour les stocks de sable. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 4 : Gestion et suivi des zones de stockage - Localisation**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 11.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Localisation des zones de stockage  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.                          |
| <b>Constats :</b> Le plan topographique du site ne permet pas de la localisation de l'ensemble des zones de stockage de déchets de l'extraction. L'exploitant doit le compléter. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 5 : Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/2009, article Article 11.5   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010. |
| <b>Constats :</b> L'exploitant indique que son installation ne relève pas de la catégorie A (au sens de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010). Ce point n'est toutefois pas précisé dans le PGD.<br><br>Constat de l'inspection des installations classées :<br><br>L'exploitant doit ajouter cette information dans le PGD en la justifiant.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 6 : Existence d'un plan de gestion des déchets de moins de 5 ans**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Mise à jour du PGD  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet. |
| <b>Constats :</b> La dernière version du PGD date de décembre 2019.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 7 : Plan de gestion des déchets - nature et quantités des déchets**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contenu du PGD  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le plan de gestion contient la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation.   |
| <b>Constats :</b> Le PGD contient les informations demandées pour chacune des zones identifiées.<br><br>L'exploitant doit compléter le PGD avec les informations relatives aux stocks de sable et veiller à la mise à jour des informations sur les quantités maximales stockés, en précisant s'il s'agit bien de chiffres définitifs. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 8 : Plan de gestion des déchets - lieu d'implantation**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contenu du PGD  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le plan de gestion contient le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles. |
| <b>Constats :</b> Le PGD doit être complété avec les indications relatives au lieu d'implantation des stocks de sable.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 9 : Plan de gestion des déchets - traitement des déchets**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contenu du PGD   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :<br>-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;<br>-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets |
| <b>Constats :</b> Le PGD doit être complété avec les informations relatives aux stocks de sable.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |



**N° 10 : Plan de gestion des déchets - Impacts et mesures préventives**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis  |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contenu du PGD  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le plan de gestion contient la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives prises. |
| <b>Constats :</b> Le PGD doit être complété avec les informations relatives aux stocks de sable.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 11 : Plan de gestion des déchets - procédures de contrôle et de surveillance**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contenu du PGD   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le plan de gestion contient les procédures de contrôle et de surveillance proposées.   |
| <b>Constats :</b> Pour l'ensemble des zones déjà identifiées, le PGD doit être complété par un descriptif des procédures de contrôle (fréquence, traçabilité...). |
| Il doit aussi être complété pour les stocks de sables.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 12 : Plan de gestion des déchets - remise en état zone de stockage**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contenu du PGD   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Le plan de gestion des déchets contient le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage. |
| <b>Constats :</b> Le PGD doit être complété par le plan de remise en état des zones de stockage.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions atmosphériques   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.</p> <p>Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.</p> <p>Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement de l'installation sont aussi complets et efficaces que possible.</p> <p>La conception de l'installation prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.</p> <p>En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.</p> <p>[...]</p>                   |
| <p><b>Constats :</b> Constat du 29/07/2021 :<br/> [...]</p> <p>Les portes ne sont pas réparées. Pour ce point l'exploitant envisage d'associer des portes coulissantes extérieures avec des rideaux, pour la partie basse.</p> <p>Réponse de l'exploitant :<br/> "Comme indiqué lors de la visite, nous sommes en recherche d'une solution pérenne et efficace pour remplacer les portes actuelles. Nous envisageons d'associer des portes coulissantes extérieures avec des rideaux pour la partie basse. Nous pensons être en mesure de faire ces modifications pour le premier trimestre de 2022."</p> <p>Constat du 18/10/2022 :<br/> Lors de l'inspection, l'exploitant indique que les portes n'ont pas fait l'objet d'une réparation. Il précise que les investissements en 2021 et 2022 ont été concentrés sur la mise en place du nouveau primaire et la réalisation d'un réseau d'arrosage des pistes empruntées par les véhicules poids-lourds extérieur et la zone de rotation des dumpers (en tête du primaire). L'exploitant précise également qu'il est toujours à la recherche du bon système à mettre en place pour les portes.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/02/2020, article V   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions sonores   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/>           Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans un délai de trois mois à compter de la mise en service de l'installation de lavage. Un point de mesure est au minimum choisi au niveau du village de Briageau.</p> <p>Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé.</p>   |
| <p><b>Constats :</b> Constat du 29/07/2021 :<br/>           L'exploitant n'a pas réalisé de mesure de bruits prévue par l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/02/2020.</p> <p>Réponse de l'exploitant :<br/>           Dans notre courrier du 12/02/2021, nous indiquions que la mesure des émissions sonores était prévue en octobre 2021 après la mise en place du concasseur primaire. Nous vous confirmons ce délai, la mesure étant prévue le 27 octobre 2021 si les conditions météo le permettent.</p> <p>Constat du 18/10/2022 :<br/>           Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté par le rapport des mesures de bruit effectuées par ETUDE CONSEIL ENVIRONNEMENT en octobre 2021. Le rapport ne fait pas mention de non-conformité sur les différents points de contrôle et une mesure a été effectuée au niveau du village de Briageau.</p> <p>Cependant, pour les points de mesure N°5 et N°6 la différence entre l'émergence et la valeur limite considérée est inférieur à 2 dB(A), ce qui ne permet pas de conclure à la conformité pour ces deux émergences compte-tenu de l'absence de précision dans le rapport de la méthode qui a été employée : " contrôle " ou " expertise ".</p> |
| <p><b>Observations :</b> L'exploitant doit indiquer à l'inspection des installations classées, si la méthode utilisée pour les mesures est celle de " contrôle " ou celle " d'expertise ".</p> <p>Si la méthode de " contrôle " a été utilisée une nouvelle mesure doit être effectuée selon la méthode d'expertise.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 15 : Contrôle des eaux pluviales : suite inspection du 29/07/2021**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2022, article 9.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les entretiens d'engins et les pleins seront réalisés sur une aire bétonnée étanche aux hydrocarbures. Les eaux seront collectées par une cuvette axiale reliée par une canalisation étanche à un séparateur à hydrocarbures.<br><br>L'efficacité de ce dispositif devra permettre d'obtenir des rejets présentant une concentration en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l selon la norme NFT 90 114 et MEST 35 mg/l selon la norme NFT 90 105.<br>[...]  |
| <b>Constats :</b> Constat du 29/07/2021 :<br>La valeur limite pour le paramètre matière en suspension n'est pas respectée dans le rejet du séparateur à hydrocarbure.<br><br>Réponse de l'exploitant :<br>Conformément à notre arrêté préfectoral, le contrôle en sortie du séparateur est annuel. Ce contrôle est prévu en octobre comme tous les ans. Dès réception des résultats nous vous les ferons parvenir. Si la valeur en MES n'était pas conforme nous vous informerons des actions que nous réaliserons afin de respecter cette obligation<br><br>Constat du 18/10/2022 :<br>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les résultats de la dernière analyse des eaux pluviales en sortie du séparateur à hydrocarbures. Le prélèvement avait été réalisé le 20/10/2021. Les résultats sont conformes. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emissions atmosphériques  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/>Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.</p> <p>Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.</p> <p><b>Constats :</b> Constat du 29/07/2021 :<br/>L'exploitant peut soit transmettre les rapports complets à l'inspection des installations classées soit transmettre les résultats par l'application GEREP en ajoutant des commentaires à chaque fois via les outils fournis. En ce qui concerne les données de 2020, GEREP étant désormais fermé, les commentaires seront fournis sous forme papier.<br/>Conformément à l'article 19.9, les valeurs mesurées sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.</p> <p>Réponse de l'exploitant :<br/>Vous trouverez ci-joint le rapport commenté des retombées de poussières pour l'année 2020.<br/>Il a été mentionné lors de la visite 2020 qu'il n'était pas possible d'inscrire de commentaires dans GEREP au moment de la saisie des résultats.</p> <p>Constat du 18/10/2022 :<br/>Par courriel du 05/10/2022, l'exploitant a transmis le bilan des retombées de poussières au titre de l'année 2021. Celui-ci comporte les commentaires attendus.</p> <p><b>Observations :</b> Compte-tenu des résultats du bilan 2021, l'exploitant peut poursuivre la surveillance selon une fréquence semestrielle.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression (ESP)  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>  |
| <p><b>Constats :</b> Constat du 29/07/2021 :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'une liste de ses équipements sous pression fixes.</p> <p>Cette liste doit indiquer pour chaque équipement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le type,</li> <li>• le régime de surveillance,</li> <li>• la date de réalisation de la dernière inspection périodique,</li> <li>• la date de la prochaine inspection périodique,</li> <li>• la date de la dernière requalification périodique,</li> <li>• la date de la prochaine requalification périodique.</li> </ul> <p>Réponse de l'exploitant :</p> <p>" Une liste conforme à la réglementation a été réalisée, celle-ci est jointe à ce courrier. "</p> <p>Constat du 18/10/2022 :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le tableau des ESP de l'établissement. Celui-ci présente les informations manquantes constatées lors de la dernière inspection.</p> |
| <b>Observations :</b> L'établissement dispose désormais de trois cuves dans sa liste des équipements sous pression, suite à l'installation d'une nouvelle cuve pour la nouvelle installation primaire.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15-III   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements sous pression (ESP)  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>[...]</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p> |
| <p><b>Constats :</b> Constat du 29/07/2021 :</p> <p>[Les] deux équipements sous pression du site sont en défaut d'inspection périodique.</p> <p>Réponse de l'exploitant :</p> <p>Une demande d'intervention a été faite auprès de l'APAVE pour réaliser les contrôles réglementaires sur les appareils sous pression du site. L'intervention est prévue le 26 octobre 2021.</p> <p>Constat du 18/10/2022 :</p> <p>L'exploitant a présenté les rapports des inspections périodiques réalisées par l'APAVE des trois équipements sous pression de l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- récipient de 500 L de 2015 (N° 507626) : inspection faite le 13/10/2022 : favorable</li> <li>- récipient de 900 L de 2016 (N° 621904) : inspection faite le 13/10/2022 : favorable</li> <li>- récipient de 500 L de 2015 (N° 507642) : inspection faite le 13/10/2022 : favorable</li> </ul>   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |